



## INSTITUTION ADOUR

\*\*\*\*\*

Extrait du registre des délibérations  
de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour

\*\*\*\*\*

**Séance du 24 mai 2024**  
(Convocation du 16 mai 2024)

Aujourd'hui, le 24 mai 2024 à 14h30, le bureau dûment convoqué s'est réuni sous la forme de visioconférence, sous la présidence de M. Paul Carrère, Président

<b>Conseillers en exercice</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• Nombre</li><li>• Voix</li></ul>	8 8	<b>Suffrages exprimés</b>	
<b>Présents</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• Nombre</li><li>• Voix</li></ul>	5 5	<b>Pour</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• Nombre</li><li>• Voix</li></ul>	5 5
<b>Pouvoirs</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• Nombre</li><li>• Voix</li></ul>	0 0	<b>Contre</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• Nombre</li><li>• Voix</li></ul>	0 0
Majorité simple selon article 15.2 des statuts		<b>Abstention</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• Nombre</li><li>• Voix</li></ul>	0 0

Étaient présents :

Mme Céline Salles, M. Paul Carrère, M. Gérard Castet, M. Charles Pelanne, M. Bernard Poublan

Étaient excusés :

Mme Dominique Degos, M. Thierry Carrère, M. Bernard Verdier

Secrétaire de séance : Mme Céline Salles, Vice-Présidente

Rapporteur : M. Paul Carrère, Président



**OBJET : Foncier - Biodiversité - Cession foncière sur la commune de Baudreix (64) à PYREN'EAU**

**Exposé des motifs :**

Afin de se conformer à l'obligation réglementaire (arrêté préfectoral en date du 27 juin 2006) liée à la mise en service d'un forage sur Baudreix, le syndicat mixte d'alimentation en eau potable du nord-est de Pau (SMNEP) mettait en service, en 2009, une station d'alerte sur la parcelle AC43 sur la commune de Baudreix, propriété de l'Institution Adour.

Au préalable, le SMNEP avait sollicité auprès de l'Institution Adour la cession à 1 € de l'emprise foncière nécessaire à l'implantation de cet équipement. Le dossier n'ayant pas été finalisé jusqu'à présent, il convient désormais de procéder à une division parcellaire de la parcelle AC43, afin de dégager l'emprise du bâtiment (38 m<sup>2</sup>), pour ensuite la céder.

Le SMNEP étant devenu PYREN'EAU en 2023, c'est au bénéfice de cette nouvelle entité que la cession serait mise en œuvre.

La cession d'une partie (38 m<sup>2</sup>) de la parcelle AC43 sur la commune de Baudreix se ferait à titre gracieux. Les frais d'acte seraient à la charge de PYREN'EAU

Vu l'arrêté préfectoral en date du 27 juin 2006, obligeant le SMNEP (devenu PYREN'EAU en 2023) à mettre en place un dispositif de surveillance permanent de l'eau du gave de Pau dans le cadre de la mise en service du forage Baudreix F1,

Considérant que la parcelle AC43 sur la commune de Baudreix est propriété de l'Institution Adour,

Considérant que le bâtiment de la station d'alerte et de son enclos ont été construits en 2009 par le SMNEP (devenu PYREN'EAU en 2023),

Considérant la nécessité pour PYREN'EAU d'avoir la maîtrise foncière d'une partie (38 m<sup>2</sup>) de la parcelle AC43 sur la commune de Baudreix correspondant au bâtiment de la station d'alerte et de son enclos,

Considérant le projet de plan de division établi par l'agence Terra, sur la base du relevé effectué par ses soins le 27 mars 2024,

**LE BUREAU**

En l'absence d'observations,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité

**DECIDE**

**Article 1**

- de céder pour 1 € l'emprise de la station d'alerte sur la parcelle AC43 sur la commune de Baudreix, d'une superficie de 38 m<sup>2</sup>, à PYREN'EAU,
- d'autoriser le président à signer les documents et à prendre toutes décisions relatives à leur exécution.

**Article 2**

Monsieur le président est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré le 24 mai 2024 à Mont-de-Marsan,

Le Président,

Signé par : Paul CARRERE  
Date : 28/05/2024  
Qualité : Président Institution Adour

Paul CARRÈRE

*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'État.*